



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES FRANÇAIS EN ATTENTE D'UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS ÉCOLOGIQUE

Le 18/10/2021

Dans notre contexte de crise sanitaire, les préoccupations environnementales restent élevées : 81% des Français souhaitent que les pouvoirs publics déploient des moyens en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique similaires à ceux de la lutte contre la COVID-19. La pandémie mondiale a accéléré les prises de conscience : les 3/4 de nos compatriotes jugent que la société doit se transformer de manière importante. Les Français s'expriment très largement en faveur d'une société moins inégalitaire, plus démocratique et écologique. Cette synthèse présente les résultats des questions insérées par l'ADEME dans le dispositif d'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC réalisée en janvier 2021¹.

Plusieurs thématiques abordées

- Quel est l'impact de la crise actuelle sur la sensibilité environnementale ?
- Quelles sont les attentes envers les pouvoirs publics en matière de lutte contre le réchauffement climatique ?
- Quelle est l'adhésion à la mise en place d'une fiscalité environnementale, et sous quelles conditions ? Quelles sont les opinions et aspirations en matière de fiscalité en général ?
- Quel est l'arbitrage entre règles collectives pour protéger l'environnement et libertés individuelles ?
- Quelles sont les aspirations pour notre modèle de société ?

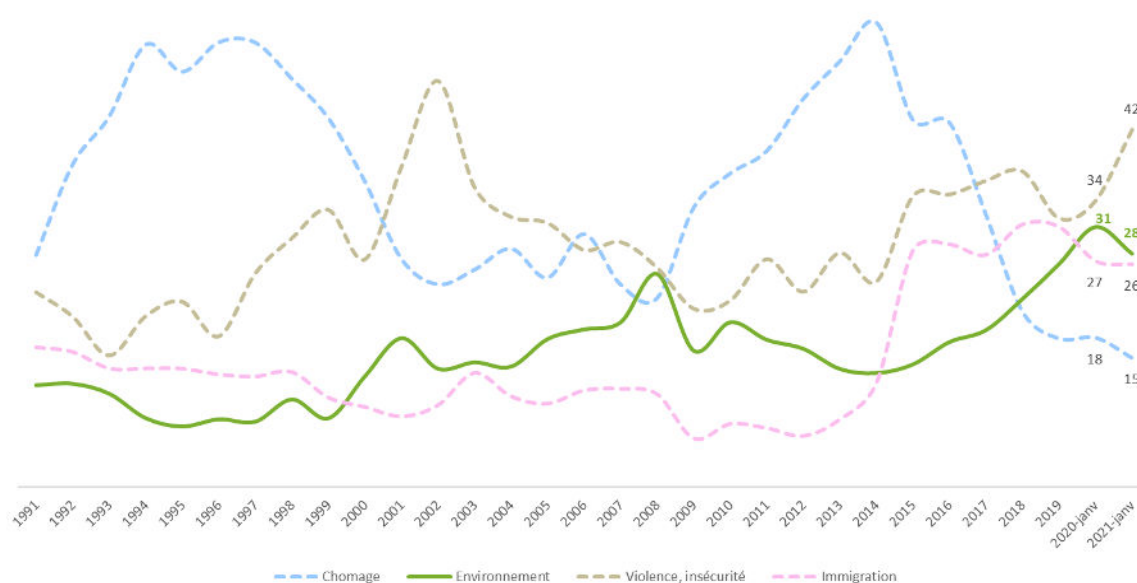
L'environnement, parmi les premières préoccupations des Français

- Les préoccupations environnementales restent parmi les sujets qui inquiètent le plus les Français malgré le contexte de crise sanitaire et économique

Les préoccupations environnementales reculent légèrement (-3 points) mais restent en deuxième position avec 28% de personnes plaçant la dégradation de l'environnement dans leurs deux préoccupations principales parmi une liste de 11 sujets. Elles arrivent derrière la violence et l'insécurité mais restent devant l'immigration ou le chômage.

¹ Enquête réalisée en ligne auprès de 3 000 interviewés à chaque résidant sur tout le territoire français (France métropolitaine, Corse et DOM-TOM) âgés de 15 ans et plus. Les vagues avant 2015 étaient menées en face-à-face sur un échantillon de 2000 personnes et sur un champ plus restreint : les individus de 18 ans et plus, résidant en France métropolitaine, hors Corse

**Parmi les thèmes suivants, quels sont [les deux] qui vous préoccupent le plus ?
% de réponses pour « la dégradation de l'environnement » et pour les autres principales préoccupations parmi une liste de 11 thèmes**



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Par ailleurs, le **réchauffement climatique est la principale inquiétude sur le plan environnemental**. Depuis dix ans, les catastrophes naturelles occupent une place croissante parmi les préoccupations environnementales (+15 points depuis 2007), avec la multiplication des phénomènes climatiques extrêmes. L'année 2020 a par exemple été la plus sèche jamais enregistrée par Météo France. Un nombre record de tempêtes dans l'Atlantique a également été atteint.

Des attentes fortes envers les pouvoirs publics en termes de services publics, de relocalisation et d'action environnementale

- **Des Français en attente d'actions massives pour lutter contre le changement climatique**

Les Français plébiscitent une action forte et sans concession contre le réchauffement climatique de la part des pouvoirs publics. En effet, 81% d'entre eux souhaitent que les mêmes moyens soient déployés pour la lutte contre le réchauffement climatique que pour la lutte contre la COVID-19.

Dans les domaines d'action prioritaires pour l'Etat à la sortie de la crise, le renforcement des services publics arrive en tête, devant la relocalisation de certaines productions et la réduction de l'impact de l'homme sur la planète.

Si les Français partagent très largement le constat de la nécessité d'agir rapidement, ils sont plus partagés sur la manière dont ces politiques doivent être conduites. **La question de l'arbitrage entre règles collectives et protection des libertés individuelles divise.** Si dans le domaine de la santé, une large majorité de Français considèrent qu'il est plus important que l'Etat protège la santé des citoyens, même si cela diminue les libertés de chacun, pour l'environnement, les positions sont plus partagées : 48% des Français approuvent l'idée selon laquelle des règles collectives doivent être mises en place pour limiter les comportements individuels nocifs pour l'environnement, même si c'est au dépens de certaines libertés individuelles ; et autant estiment que la préservation des libertés individuelles doit prévaloir sur la défense d'enjeux collectifs liés à l'environnement.

Une attente d'équité et de transparence en matière de fiscalité

- **Des Français en attente d'un système fiscal plus juste**

En janvier 2021, près de 3/4 des Français ont l'impression d'être perdants de la redistribution socio-fiscale, entre ce qu'ils versent aux administrations publiques (impôts, taxes ou cotisations sociales) et ce qu'ils reçoivent en retour.

Afin de rendre la fiscalité plus juste, plusieurs pistes sont envisagées :

- 29% préconisent une taxation accrue des hauts revenus, tandis qu'une proportion identique propose que l'impôt sur le revenu soit élargi à toute la population.
- 24% envisagent de leur côté la suppression des niches fiscales alors que seulement 17% s'opposent à toute nouvelle charge fiscale et préconisent plutôt une diminution des impôts et des taxes (pourcentage en baisse).
- 53% des Français seraient prêts à payer plus d'impôts pour certains domaines d'action publique, en premier lieu pour la santé (22%) et en second lieu pour l'environnement (15%). Face à un sentiment d'insécurité croissant, les Français réclament un « Etat fort » et un renforcement des politiques publiques et sociales afin d'anticiper ou de protéger au mieux les populations et de limiter les risques éventuels (sanitaires, économiques ou environnementaux).
- **Un soutien à la taxe carbone sous condition de transparence dans l'utilisation des recettes fiscales et de redistribution**

Le soutien à une taxe spécifique sur les énergies fossiles, dite « taxe carbone » reste stable : en janvier 2021, 22% de la population accepterait spontanément de payer une telle taxe. En cumulant les personnes favorables à la mesure sans condition et celles prêtes à changer d'avis sous condition (39%), c'est 61% de la population qui pourrait l'accepter. Les principales conditions posées pour accepter une telle taxe sont : l'utilisation des recettes pour financer des mesures en faveur de la transition, la compensation par la baisse d'autres impôts et la redistribution aux catégories modestes et moyennes.

Le souhait largement partagé d'une société plus juste et plus écologique... mais peu d'espoir de la voir advenir à court terme

Les **résultats de cette enquête** montrent que les Français souhaitent que la société se transforme et évolue vers de nouveaux horizons.

En janvier 2021, le souhait de voir la société se transformer repart à la hausse, à hauteur de 73%, après 3 ans de recul. Parmi les personnes interrogées, 40% s'expriment en faveur de réformes progressives, 33% pour des changements radicaux.

Lorsqu'il s'agit de penser une société « idéale », les Français souhaitent :

- **des services publics plus forts** (80% seraient favorables à consacrer plus de moyens aux services publics),
- **moins d'inégalités** (73% seraient favorables à ce que les écarts de revenus soient moins importants et 69% à une redistribution plus importante),
- **plus de démocratie** (72% seraient favorables à impliquer davantage les citoyens dans les décisions qui concernent la collectivité),
- avec **un accent mis sur l'écologie** :
 - 72% sont en faveur d'une réglementation imposée sur la consommation afin de maîtriser l'impact de nos modes de vie sur l'environnement ;
 - 69% sont en faveur d'une société qui soutiendrait exclusivement les activités économiques qui préservent l'environnement et la cohésion sociale et qui pénaliserait celles qui nuisent à l'environnement.

Si ces différents scénarios pour la société de demain sont majoritairement approuvés par les Français, nos concitoyens sont partagés quant à la probabilité de leur réalisation : **ils se montrent plutôt optimistes quant à la réalisation à moyen terme de propositions concernant l'environnement**, mais plus sceptiques au sujet de la réalisation de mesures de justice sociale.

Aller plus loin :

- <https://librairie.ademe.fr/recherche-et-innovation/4984-sensibilite-a-l-environnement-action-publique-et-fiscalite-environnementale.html>

ADEME

Tél : 01 58 47 81 28
Mél : ademepresse@havas.com
Service de Presse

155 bis, Avenue Pierre Brossolette
92541 Montrouge Cedex



L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique -, nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, économie circulaire, alimentation, mobilité, qualité de l'air, adaptation au changement climatique, sols... - nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

www.ademe.fr



À propos du CREDOC et de l'enquête « Conditions de vie et aspirations »

Cette note a été élaborée à partir de l'enquête « Conditions de vie et aspirations », dispositif existant depuis 1978. La vague d'enquête de janvier 2021 a été réalisée en ligne, auprès d'un échantillon de 3 000 individus représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : grande région (12 modalités), sexe, âge (5 modalités), profession - catégorie sociale (8 modalités), taille d'agglomération (9 modalités), type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE.

Le CRÉDOC, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Depuis sa création, il y a maintenant plus de 60 ans, le CRÉDOC analyse et anticipe le comportement des individus dans leurs multiples dimensions : consommateurs, agents de l'entreprise, acteurs de la vie sociale. Il a mis en place depuis 1978 un dispositif permanent d'enquêtes sur les modes de vie, opinions et aspirations des Français et s'est spécialisé dans la construction de systèmes d'information, dans les enquêtes quantitatives ad hoc, dans les enquêtes qualitatives par entretien ou réunions de groupe et dans l'analyse lexicale.

Le CRÉDOC développe des outils méthodologiques qui intègrent les acquis les plus récents de la recherche et qui garantissent la qualité de ses travaux d'études. Cela lui permet de produire des analyses synthétiques sur la société française qui sont rendues publiques et qui participent au débat national.